

SOCIAL Entretien avec Yves Veyrier (FO)

Retraites : « S'il faut aller à la grève, nous sommes prêts »

« Nous sommes dans le même état d'esprit qu'en 1995 », affirme le secrétaire général de Force ouvrière, qui constate une « rentrée sous tension ».

Votre état d'esprit au moment de cette rentrée ?

Nous sommes déjà partis en congés avec beaucoup d'inquiétudes : la loi de transformation de la fonction publique, rejetée par toutes les organisations de fonctionnaires, les difficultés des hôpitaux et de leurs services d'urgence, la situation dans les Ehpad, la rentrée scolaire avec la mise en œuvre de la loi Blanquer, des inquiétudes sur l'emploi chez General Electric ou Ascoval et Conforama... Tout ça crée une rentrée sous tension. Pour autant nous sommes forcément combattifs, avec la conviction qu'on peut faire bouger les choses.

Le président se promet plus modeste, plus à l'écoute...

Moi, je ne crois en rien, je juge sur les actes. Je constate que nous avons un président et un gouvernement de conviction économique libérale très forte et qui pensent que les syndicats n'ont pas leur place au niveau national. La modestie, ce serait justement d'écouter ce que disent les organisations syndicales, notamment sur les retraites.

Justement, pourquoi mobiliser dès le 21 septembre sur les retraites ?

Cette réforme s'inscrit dans la



Yves Veyrier : « Il faudra viser l'unité d'action syndicale la plus large ». Photo Alain JOCARD/AFP

remise en cause de tout le système paritaire de protection sociale français, pour le livrer entièrement aux mains de l'État. Un régime universel par points est dangereux. Il crée une retraite incertaine, qui souffrira des périodes les plus difficiles d'une carrière, et c'est l'État qui, le moment venu, décidera de la valeur des points que vous convertirez en pension. Donc vous ne saurez pas jusqu'au dernier moment combien vaudra votre capital de points... Le gouvernement a d'ailleurs laissé tomber le masque en reconnaissant

qu'il faudra attendre 64 ans pour percevoir une retraite à taux plein, même s'il conserve l'âge légal de 62 ans.

Le Premier ministre vous a invités à le rencontrer début septembre pour parler des retraites. Vous irez ?

Nous irons lui redire que nous ne sommes pas d'accord avec le système universel par points et que nous ne le cautionnerons pas. Je ne vais pas discuter avec le gouvernement des réglages de la fin des régimes existants de retraite, je

ne vais pas cautionner la disparition de l'Agire-Arcco.

Force ouvrière manifesterà le 21 septembre, la CGT le 24 septembre. Vous comprenez qu'on ne comprene pas ?

Bien sûr... Mais il est clair que si le gouvernement ne nous entend pas sur ce dossier des retraites, il faudra mobiliser à la hauteur de l'enjeu. Une simple journée de manifestation, aussi réussie soit-elle, ne suffira sans doute pas. S'il le faut, cesser le travail le plus large possible devra être envisagé pour forcer nos interlocuteurs à revenir à la table de négociations. Il faudra alors bien sûr viser l'unité d'action syndicale la plus large.

C'est d'une grève générale sur les retraites dont vous parlez ?

Vous savez, en janvier 1995, Force ouvrière avait organisé un rassemblement sur la question de la sécurité sociale. Et le secrétaire général Marc Blondel avait conclu son discours en disant que la sécurité sociale méritait bien une grève générale interprofessionnelle, et que FO y était prête. Il y a un parallèle entre le plan Juppé sur la sécurité sociale et le projet actuel sur les retraites, et nous sommes donc aujourd'hui dans le même état d'esprit qu'en 1995 : si le gouvernement ne nous entend pas, s'il faut aller à la grève, nous y sommes prêts. À nous de convaincre le plus grand nombre de salariés !

Le mouvement des gilets jaunes peut-il reprendre cet automne ?

Je pense que ce qui a provoqué le

mouvement des gilets jaunes n'est pas résolu. J'ai dit que c'était une rentrée sous tension. J'espère que, cette fois, le gouvernement saura mieux entendre les organisations syndicales.

Le Medef fait sa rentrée la semaine prochaine. Qu'espérez-vous de lui ?

Le problème du patronat est qu'il est dans une forme d'interrogation, d'hésitation permanente, sur sa volonté ou non de négocier au niveau national, interprofessionnel. Et l'attitude du gouvernement, par exemple sur l'assurance chômage, renforce cette hésitation. Le patronat a fait l'erreur de ne pas vouloir s'engager dans une négociation sur les contrats courts. Il doit maintenant comprendre la nécessité d'ouvrir des négociations sur la santé au travail, sur le télétravail, sur la relation entre donneurs d'ordre et sous-traitants... Si, on lui laisse les mains libres, le gouvernement imposera ses volontés.

Vous avez été élu en novembre pour rassembler FO, après une crise profonde. Pensez-vous y parvenir ?

Je le pense, oui. Nous avons été confrontés à une crise assez grave, que nous avons su régler clairement et rapidement, et qui n'a pas fracturé l'organisation. La situation générale, sur le plan économique, social et politique, dont le mouvement des gilets jaunes, a provoqué naturellement beaucoup de débats. C'est naturel dans une organisation démocratique.

Recueilli par Francis BROCHET